

LA PAIX SE GAGNE ; AIDEZ-NOUS A LA RECONQUERIR AU SUD-KIVU

Prise de position de la Société Civile du Sud-Kivu à la clôture de la première session des pourparlers intercongolais de PRETORIA.

A Monsieur l'Envoyé Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies

La Société Civile du Sud-Kivu est préoccupée par la tournure que risquent de prendre les négociations inter-congolaises de Pretoria alors que tout le peuple congolais a fondé ses derniers espoirs dans ce forum. Elle espère que l'attention que la Communauté internationale accorde désormais aux malheurs des populations civiles prises en otage par une soldatesque maffieuse et victimes d'une guerre barbare et injuste leur imposée depuis 1996 par le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda, facilités dans leur sale entreprise par des groupements hétéroclites des multinationales en quête des profits financiers ne cédera pas.

A la veille de la reprise de la deuxième session des négociations politiques intercongolaises, dernier espoir de la résolution de l'aspect interne du conflit qui déchire notre cher et beau pays, la Société Civile/ Forces Vives du Sud-Kivu regrette que les affairistes de la guerre tentent de plonger le processus de la restauration de la paix dans des doutes d'il y a quatre ans : la balkanisation de la République Démocratique du Congo.

Les faits sur terrain démontrent que le manque de fermeté et des mesures incitatives, obligeant les belligérants à faire la paix, sont à la base de l'enlisement de la crise.

La lecture des différentes résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies prouve cependant qu'il y a une meilleure compréhension des causes et des effets de cette calamité. Dans l'entretemps, la Mission d'observation des Nations Unies, MONUC, depuis son déploiement, longtemps réclamé par les populations congolaises en proie aux affres de la guerre, est restée confinée dans son mandat anachronique de simple observation, loin de toute attente de ces mêmes populations.

Des opportunités de règlement s'offrent pourtant avec les différentes convergences des vues dans les points inscrits à l'ordre du jour. Cependant celles-ci ne sont pas suffisamment appuyées par le Conseil de Sécurité qui n'incite pas les autres Etats à offrir des moyens indispensables à leur aboutissement, comme si au Congo prendre les armes avait dorénavant remplacer la règle des urnes.

Des signes qui ne trompent pas montrent que la bonne foi des belligérants à mettre un terme au conflit ne devra s'arracher que par une forte pression du Conseil de Sécurité des Nations Unies en vue d'éviter la « somalisation » de la R.D. Congo et même l'embrasement de toute la sous-région des Grands –Lacs.

Dans cette perspective, la position de la République Rwandaise nous inquiète au plus haut degré. En effet, le Rwanda en annonçant avec pompe son retrait du Congo créait un début d'espoir pour les Congolais et jouait pour la stabilisation de l'Afrique centrale. Seulement, quelques jours après, il revenait et occupait des vastes étendues dans la profondeur du Congo. Les cas de l'occupation de toute la zone de Nindja depuis le 16 octobre 2002 à partir de Bitara et celui du pont aérien établi entre Kanombe à Kigali(Rwanda)et Kalima au Maniema depuis le 13 novembre 2002 pour la constitution d'un contingent destiné à attaquer Shabunda, opération qui a commencé le 16 novembre 2002, s'inscrivent dans le même plan.

Pire, la situation d'Uvira est très évocatrice. Le 26 septembre, le dernier militaire rwandais quitte Uvira.

En route vers le Rwanda, le commandant Alex Mugiraneza, commandant des opérations au Sud sud fait don de 30 fusils aux jeunes paramilitaires de Sange et Mutarule. Conséquence la zone est depuis trouble. On note sur l'axe plusieurs attaques à mains armées, des vols de bétail et des biens privés de la paisible population, des viols à répétition. L'entrée des Mai Mai dans la ville ce 13 octobre a été accueillie avec fastes et liesse populaires. Des femmes et jeunes filles sont sorties et ont étendu leurs pagnes sur tout le passage des combattants, des jeunes ont défilé avec des branchages en signe de triomphe et de leur libération.

Lorsque les Mai Mai se retirent d'Uvira ce 19 octobre 2002, les populations sombrent dans le désespoir. Commence alors leur calvaire. Des centaines des gens sont arrêtés et incarcérés dans des containers au port de Kalundu ou dans des villas des dignitaires politico-militaires au quartier « Biens mal acquis ». La chasse aux sorcières est enclenchée : soixante animateurs de la Société Civile sont recherchés, forcés à l'exil. C'est le cas de :

Jean Baptiste MBILINZI de la CARITAS diocésaine et du Bureau de Coordination des ONG de Uvira-Fizi,

MUTUNZI de GEADES, placé en garde de vue 5jours durant,

AKILI Secrétaire du Conseil d'Administration de la Société Coopérative pour le Développement de Fizi (SOCOODEFI) ;

Alphonse NZIKO Rusagara, exilé puis assassiné le 12 novembre 2002 à Bujumbura ;

D'autres tels Charles NASIBU, Jacques MBALE, BITAWA vivent la clandestinité.

A Bukavu, le départ des Rwandais, le lundi 30 septembre et le mardi 1 octobre 2002, n'a eu aucun impact. Ceux qui sortaient sous les faisceaux des caméras le matin rentraient l'après-midi en tenue civile. Un fort trafic des embarcations militaires sur le lac Kivu déverse sur les rives congolaises des soldats rwandais qui disparaissent aussitôt dans la nature mais qui réapparaissent plus tard vers des sites à l'intérieur et commettent des exactions, meurtres et pillages sous l'acronyme des Interahamwe. Les attaques de Bushwira/ Kabare et de IHEMBA / Nyangezi sont la marque de ces hors-la-loi que le Rassemblement Congolais pour la Démocratie / Goma tente de couvrir.

Dans un tel climat, les leaders de la Société Civile deviennent la proie facile aux tortionnaires du RCD/GOMA et de leurs maîtres de Kigali. Beaucoup d'animateurs vivent sous une telle pression avec des menaces de leur intégrité physique, des intimidations.

Afin de respecter la souveraineté de la R.D. Congo et de faire respecter la Charte de l'Organisation des Nations Unies, nous proposons au Conseil de Sécurité des Nations Unies à travers votre Auguste personnalité :

D'exiger du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi le retrait sans délai du sol congolais de tous les éléments de leurs armées même ceux-là qui restent encore cachés dans les coins et recoins du sous-continent congolais (Kalima, Kamituga, Kalehe, Makobola ...)

D'interdire au R.C.D toute tentation de s'enliser dans un bellicisme suicidaire et une criminalité folle ; de décourager sa tendance à soutenir ou maquiller sous toute forme le maintien en R.D. Congo des troupes étrangères plus absorbées par le pillage criminel des ressources naturelles du Congo ; de l'inciter enfin à s'inscrire de manière irréversible dans le processus de réunification de notre Territoire national et dans une véritable réconciliation nationale ;

D'évaluer le progrès dans les rapports des forces en place qui n'expliquent plus pourquoi le RCD/ Goma devrait continuer à administrer unilatéralement la partie qu'il déclare contrôler sans aucune sans aucune capacité de sécurisation des populations civiles et sans aucune légitimité; l'obliger par conséquent à composer avec les autres forces sociales en présence pour combler le vide institutionnel qui y est caractéristique ;

De changer le mandat de la MONUC en l'actualisant pour qu'enfin cette mission soit capable de maintenir la paix par la sécurisation des populations civiles dans le souci d'assister des personnes en danger, la protection des frontières pour contrôler le mouvement des soldats et des rames et enfin l'opérationnalisation du DDRR pour un couronnement de tous les efforts de pacification de la sous-région des Grands-Lacs.

Fait à Bukavu, le 25 novembre 2002

Pour la Société Civile/ Forces Vives du Sud-Kivu

Didace KANINGINI KYOTO
Président f.f